

Shell, à Nefisha commencèrent une grève de solidarité, mais rentrèrent au travail après une semaine, « dans l'intérêt national », comme on déclara du côté officiel. A Suez même, les dockers ne firent qu'une grève de protestation de vingt-quatre heures et rassemblèrent des fonds pour les ouvriers qui avaient quitté les camps militaires britanniques. Des collectes semblables furent faites parmi les ouvriers des compagnies pétrolières à Port-Saïd et parmi les fonctionnaires d'Ismailia. Le fractionnement organisationnel des syndicats égyptiens, produit des mesures de répression du gouvernement égyptien, ainsi que l'absence d'une direction politique et syndicale autonome des travailleurs, empêchèrent cette vague de grève de se transformer en une grève générale politique qui n'aurait pas seulement ébranlé la base de l'occupation militaire britannique, mais aussi les piliers du gouvernement égyptien et le régime social de la vallée du Nil. Néanmoins, le mouvement fut suffisamment puissant pour encourager à l'action les ouvriers des autres parties de l'Égypte. La compagnie des chemins de fer du Delta avait licencié comme d'ordinaire les porte-parole des ouvriers quand ceux-ci réclamèrent une amélioration des conditions de travail ; une journée de grève, le

9 novembre 1951, suffit cette fois-ci à obtenir satisfaction sur toute la ligne, y compris le réembauchage des ouvriers licenciés ! Encouragés par les événements de la zone du canal de Suez, dix mille ouvriers et employés de l'armée britannique et de la R.A.F. au Soudan commencèrent même le 26 novembre une grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Cette avalanche qui se précipita sur l'Égypte dès le lendemain de l'abrogation du traité anglo-égyptien, venait bien mal à propos pour le gouvernement égyptien. Celui-ci était si peu préparé à voir la lutte contre l'occupation de la zone du canal de Suez prendre la forme prolétarienne de la grève, que 1.400 ouvriers qui avaient quitté les camps militaires britanniques durent y retourner parce qu'ils ne reçurent pas l'emploi que le gouvernement leur avait promis. Dans plusieurs villes du delta du Nil, il y eut même des démonstrations d'ouvriers qui avaient perdu leur emploi à la suite de la grève anti-impérialiste. La faiblesse de l'organisation syndicale rendait impossible le soutien de la grève par des fonds ouvriers. A cela s'ajoutait le fait que le gouvernement réussit à donner à la grève la forme d'un exode des ouvriers de la zone du canal de Suez.

COOPERATION ANGLO-EGYPTIENNE POUR REPRIMER LE MOUVEMENT DES MASSES

Mais le W.A.F.D. ne se limita pas à fractionner ainsi le mouvement des masses et à briser son élan révolutionnaire. Partout où il en a été capable, il s'efforça même de briser les grèves. Il convainquit par exemple les ouvriers du canal de Suez à Port-Saïd de laisser passer par le canal un navire transportant des troupes américaines, alors que les ouvriers avaient d'abord refusé de servir ces alliés impérialistes de la Grande-Bretagne. Les techniciens et employés qualifiés du dépôt d'armes britannique de Timsah reçurent, de l'Office du Travail égyptien, l'ordre de rester sur leurs lieux de travail et de ne pas faire grève.

Il en fut de même avec les manifestations. Le 12 octobre 1951, trois jours après qu'elles eurent commencé, toutes les manifestations furent interdites. Les masses ne donnèrent aucune suite à cet ordre, et le 16 octobre Nahas Pacha était obligé de déclarer devant une manifestation monstre, rassemblée sous les mots d'ordre : *Nous voulons des armes et le combat ! et A bas le pacte méditerranéen ! : « Je vous supplie, cessez de manifester ! »* Le lendemain, le ministère de l'Intérieur convoqua une conférence des rédacteurs de tous les journaux pour publier une longue déclaration invitant le peuple à cesser toute manifestation (2). La presse du W.A.F.D. publia quotidien-

nement des mots d'ordre contre les manifestations, et le sheik de la mosquée Azhar appela les masses au calme. Le chef des jeunesses du W.A.F.D., M. Belal, crut même nécessaire de condamner spécialement dans une déclaration faite le 16 octobre l'utilisation du mot d'ordre « Révolution » dans les manifestations de masse.

Tout ceci ne suffit pas encore. Le mouvement révolutionnaire des masses commençait à déborder les dirigeants du W.A.F.D. Quand les suppliques et les prières n'obtinrent pas gain de cause auprès du peuple, on appela la police et l'armée à la rescousse pour réprimer le mouvement révolutionnaire des masses par la force des armes. Il y eut des victimes au Caire et à Alexandrie, mais ce fut surtout dans la zone du canal de Suez que la répression prit des formes draconiennes. Le 16 octobre, une foule égyptienne attaqua un camp militaire britannique. D'après le communiqué officiel, les troupes britanniques appuyées par la police égyptienne ouvrirent le feu sur les manifestants, tuant sept Égyptiens et en blessant de nombreux autres. Le 30 octobre, l'armée britannique arrêta un dirigeant ouvrier à Suez. Les ouvriers organisèrent une grande manifestation pour obtenir sa libération. Le gouverneur égyptien de la ville envoya immédiatement un important détachement de police sur place qui engagea une bataille avec les ouvriers et réussit à les repousser. L'organe de la Cité de Londres, *The Economist*, put décrire ainsi la situation dans son numéro du 27 octobre :

(2) Cette déclaration use comme prétexte d'un « complot britannique » pour « exploiter les manifestations » afin de discréditer l'Égypte.